

Congrès AFSP 2009

ST 17. L'européanisation des systèmes partisans en Europe

Session 5

Emmanuelle Reungoat, Université Paris 1 Sorbonne -Panthéon- CRPS,

Emmanuelle.Reungoat@malix.univ-paris1.fr

L'européanisation dans le texte :

La place et le traitement de l'Europe dans les euromanifestes des partis français.

Les euromanifestes parlent-ils d'Europe ? Ces textes que constituent les professions de foi réalisées par les partis politiques lors des élections européennes, peuvent être saisis comme des marques de l'intégration des questions européennes par les formations politiques ainsi que de la stratégie que ces dernières développent lors de ces échéances électorales. Observer la place de l'enjeu européen dans les euromanifestes et son utilisation permet d'analyser l'évolution des pratiques de discours des partis par rapport à l'intégration européenne, dans le temps et au travers des différentes formations. L'analyse de ces pratiques discursives est un moyen d'appréhender une des caractéristiques de l'européanisation des partis que constitue le fait d'assimiler dans son discours politique les problématiques et enjeux liés à l'intégration européenne¹. Les euromanifestes parlent de la manière dont les questions européennes sont intégrées par les différents partis, de l'intensité de cette intégration mais aussi de la forme qu'elle revêt et enfin de son orientation. L'étude des discours touche également secondairement d'autres modes d'européanisation des pratiques partisans au travers de la modification des positions et doctrines des partis sur l'intégration ou encore par leur socialisation au niveau de pouvoir européen. Enfin, l'étude de ces pratiques discursives fournit des éléments de compréhension de l'usage des élections européennes réalisé par les partis, au travers des stratégies développées dans les euromanifestes.

Il s'agit donc d'observer les pratiques discursives des formations politiques afin d'analyser l'intégration de l'enjeu européen dans les discours, de saisir son usage et l'évolution de ces pratiques. Parle-t-on d'Europe aux élections européennes depuis 1979 et comment ? Peut-on identifier des évolutions communes, et quelles disparités ? On s'est également efforcé de mettre nos résultats en lien avec les contextes inter et parfois intra-partisans afin de comprendre ces pratiques discursives et leur variations. Pour analyser ces discours des partis, on a mis en place une étude quantitative des euromanifestes des formations partisans² de 1979 à 2004, organisée autour de quatre catégories constituant

¹ L'européanisation comprise ici comme intégration des questions européennes dans les discours des partis n'est pas concomitante d'une adhésion au principe ou à la réalité de l'intégration. On considère en ce sens que la critique de l'UE, de ses politiques et de ses acteurs est également une marque d'européanisation.

² On couvre ainsi l'ensemble des élections européennes, 2009 excepté. En ce qui concerne les partis, on a choisi pour appréhender un large spectre du système partisan, de se focaliser sur les formations suivantes : LO-LCR

autant d'indicateurs des manières d'appréhender (ou non) l'enjeu européen dans ces textes lors des élections. Une différenciation des échelles de discours tout d'abord, distinguant un niveau européen consacré à l'échelle de l'Europe, un niveau national qui mesure la part des thématiques exclusivement consacrées aux enjeux et thèmes nationaux et un niveau intermédiaire de souci des intérêts nationaux par rapport à l'intégration, constitue une première catégorie de mesure. Pour s'intéresser à la composition de ces discours, on a distingué leur contenu : critique ou propositionnel, ainsi que leur teneur : concrète ou abstraite, qui permettent également de saisir, comme on le verra, l'évolution des doctrines. Enfin, on a choisi de se focaliser également sur la considération par les partis des acteurs politiques, en particulier de la nature nationale ou européenne de ceux-ci³. L'analyse est organisée dans une logique de montée en précision : on s'intéresse dans un premier temps aux mouvements communs entre les partis sur l'ensemble de la période, exclusivement en ce qui concerne le discours se situant à un niveau européen, marque d'eupéanisation. On se propose ensuite d'appréhender les variations des niveaux de discours entre les partis dans le temps, avant de se focaliser pour finir sur la mise en place des projets européens dans les discours.

I. Les mouvements généraux au sein du système partisan : l'intégration d'un niveau de discours européen

L'observation des pratiques discursives mises en place dans les euromanifestes permettent de souligner en premier lieu plusieurs mouvements généraux, transversaux aux différents partis au long de la période. Avant de se pencher sur les disparités entre les formations politiques, il s'agit donc de poser quelques caractéristiques et évolutions communes des pratiques discursives, de l'usage des élections et du traitement de l'intégration européenne au sein du système partisan. On a choisi d'interroger tout d'abord ici les marques d'eupéanisation des discours, c'est pourquoi on se focalise sur le niveau de discours européen. L'analyse longitudinale montre une réelle intégration de l'enjeu et des problématiques de l'Europe au sein des euromanifestes. Néanmoins cette eupéanisation des discours n'est ni linéaire dans le temps, ni homogène dans sa teneur entre les formations. Trois indicateurs sont utilisés afin d'appréhender ces marques d'eupéanisation des pratiques discursives des partis: la part du niveau de discours européen dans les textes, sa composition ainsi que la considération progressive d'acteurs politiques européens.

Le niveau de discours européen

Pour analyser les textes, on a divisé le discours partisan en plusieurs niveaux on l'a dit, le niveau européen caractérise les discours exclusivement focalisés sur l'Europe. Il s'agit des passages développant des considérations, des enjeux voire des critiques se situant à l'échelle européenne. C'est parler de l'Europe ou de ce qui s'y passe, que ce soit des élections, des politiques publiques et directives, ou encore des dirigeants ou des institutions, sans y mêler aucune considération nationale. La mesure de la part de ce niveau de discours dans les textes, permet donc d'évaluer le degré d'intégration des problématiques proprement européennes dans les pratiques discursives partisans et les choix de focalisation des propagandes électorales au fil de notre période. Un premier constat s'impose d'emblée : on ne trouve pas une augmentation régulière et linéaire de la part du niveau de discours européen dans les

dont les euromanifestes sont souvent communs, le PCF, le PS, le RPR puis l'UMP, le MPF (pour lequel on a pris en compte le manifeste du RPF en 1999) ainsi que le FN.

³ L'annexe méthodologique présente de manière détaillée la démarche suivie et les catégories construites.

euromanifestes de 1979 à 2004. Le tableau 1 exprime la moyenne du niveau de discours européen dans les textes des différents partis étudiés, par date.

Tableau 1. Le niveau de discours européen, en moyenne des partis par date (en % des textes).

▲	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Discours européen	35,17	26,38	42,04	29,38	52,46	44,38

Si l'augmentation du niveau de discours européen est loin d'être régulière, elle est en revanche réelle et ce, pour tous les partis étudiés : le niveau passant entre 1979 et 2004 respectivement de 41.13% à 50.45% pour LO-LCR, de 21.67% à 48.83% pour le PCF, de 44.25% à 53.71% pour le PS et de 29.31% à 41.56% pour le RPR-UMP. Il en va de même pour le FN qui montre aujourd'hui le niveau de discours européen le moins important : 9.71% en 1984 pour 30.45% en 2004. On trouve donc une européanisation qui, si elle touche les formations partisans à des degrés différents et de diverses manières on le verra plus loin, constitue un phénomène global. Les partis français intègrent des enjeux politiques proprement européens à leur discours dès 1979 et les voient progresser jusqu'à 2004. On constate en effet que dès 1979, le niveau de discours exclusivement européen est assez élevé et, on peut le souligner, plus important cette année là que le niveau de discours proprement national⁴ : 35,17% de niveau de discours européen, contre 22,05 de discours exclusivement national et ce pour toutes formations observées (à noter que le FN n'est pas encore présent). Si le discours est encore très abstrait et se fait parfois même un peu pédagogique, la préoccupation européenne est déjà bien réelle : « Depuis, 1957, en effet, date de sa signature, le Traité de Rome qui a créé l'Europe du Marché commun prévoyait – à la demande des socialistes- que l'Assemblée européenne serait élue au suffrage universel » (PS, 1979). Outre 1984 et 1994, ce niveau de discours est, en moyenne, le niveau le plus important dans les textes des partis observés. Si ces chiffres cachent des disparités, les professions de foi des élections européennes font donc état, pour une part, de développements réels sur l'enjeu européen de l'élection. On observe donc également que la distribution du niveau de discours varie fortement selon les élections. Les euromanifestes de 1984 et 1994 marquent ainsi une baisse du discours européen dans les textes. Néanmoins, ces chiffres ne traduisent pas un phénomène qui serait commun à tous les partis. Ils s'expliquent pour beaucoup par les variations de certains partis et notamment pour 1984 par l'entrée en lice du Front national qui présente un discours fort peu focalisé sur les enjeux européens, toute préoccupée qu'est la jeune formation à se faire une place dans l'espace politique intérieur en dénonçant « la bande des quatre⁵ ». On reviendra plus en détail sur leur signification et leur explication plus bas.

La part de ce niveau de discours européen trouve ses valeurs les plus importantes en 1999 (52,46%) et 2004 (44,38%). Ce qui confirme l'hypothèse d'une européanisation croissante du niveau de discours. La baisse de 8 points constatée entre les deux échéances contribue à soulever l'éventualité d'un impact de la modification du mode de scrutin européen intervenue en 2003, sur le contenu et les stratégies de discours développées dans les euromanifestes. La question se posait en effet de savoir si la division du territoire en huit circonscriptions régionales allait avoir pour effet de territorialiser l'usage des élections. Autrement dit, de faire chuter le niveau de discours exclusivement européen pour rapprocher les discours partisans des problématiques et intérêts régionaux produisant ainsi un nouveau

⁴ Il s'agit des développements discursifs considérant exclusivement des problématiques d'ordre national, ne comportant aucune référence à l'Europe, l'UE, ni aux élections. Cf Annexe méthodologique p. 27.

⁵ Autrement dit ses adversaires politiques que sont à l'époque le PS, le RPR, l'UDF et le PCF.

type de nationalisation des enjeux. Il apparaît que l'impact de la régionalisation est finalement encore assez faible en 2004. Cela est fortement lié aux conditions de production des euromanifestes et donc aux situations intra-partisanes, en particulier aux ressources des formations. Seul le PS et l'UMP avaient en 2004, les ressources économiques suffisantes pour adapter leurs euromanifestes à chaque région (les professions de foi comportaient ainsi un recto régional et un verso commun au niveau national). Pour l'ensemble des partis et en particulier pour les plus petites formations, les campagnes sont demeurées nationales et focalisées autour des leaders. Les pratiques discursives n'ont donc pas été bouleversées en général pour ces motifs. Néanmoins, on notera, et c'est ce qui explique la baisse du discours européen moyen par rapport à 1999, que ce phénomène est réel pour le PS dont la part de discours européen passe de 83.59% en 1999 à 53.71% en 2004. La limitation du phénomène reste donc à confirmer pour 2009, néanmoins on peut d'ores et déjà constater que pour la majorité des partis, les mêmes motifs de ressources partisanes (économiques, humaines et territoriales) limitées semblent avoir mené à des états de fait similaires : une majorité d'euromanifestes demeurent nationaux n'engageant pas de régionalisation des discours⁶. Il demeure que lors de l'élection de 2004, tous les partis présentent un niveau de discours européen supérieur ou quasi équivalent au discours exclusivement focalisé sur la sphère nationale. C'est la marque d'une évolution générale au sein du système partisan qui apparaît désormais caractérisé par une intégration réelle d'un niveau politique européen dans les textes et les doctrines. Reste à en interroger la teneur.

La composition du discours européen

Parle-t-on d'Europe de la même manière d'une période à une autre, quelle différences entre les discours sur l'Europe en 1979 et en 2004 ? Pour appréhender la composition du niveau de discours européen deux catégories d'observation ont été construites : une première variable s'intéresse au contenu du discours. Elle saisit les parts des textes dévolues au discours critique et celles plus propositionnelles dédiées aux orientations et aux offres de mesures prospectives. Quant à la seconde, elle se focalise sur la teneur de ces propos les divisant entre un discours abstrait ou théorique développant des orientations générales, des valeurs, des idées, parfois vagues, et un discours concret désignant des objets précis : politiques publiques, mesures, traités etc⁷. Il s'agit, à partir de ces variables, de s'interroger sur le contenu du discours européen et la manière dont ses thèmes et enjeux sont intégrés dans les euromanifestes.

Ici encore, on vise à donner une première idée de la composition globale de ce discours européen et de son évolution dans ce que les pratiques discursives ont de transversal dans l'espace partisan. On reviendra dans une seconde partie en détail sur les disparités et les usages propres aux différentes formations. Il apparaît tout d'abord que l'on trouve peu de mouvements généraux des pratiques discursives des partis concernant la part de critique et de propositions, celle-ci étant fortement dépendante des idéologies, stratégies et positions particulières des formations dans le système partisan. On peut simplement ici pointer quelques pratiques. En premier lieu, on ne trouve pas de baisse uniforme de la part du discours critique portant sur une échelle européenne. On aurait pu l'imaginer puisqu'aujourd'hui, aucune des formations étudiées ne se déclare contre l'Europe mais bien pour une autre Europe. Le discours critique européen est relativement stable en moyenne sur la période (12.50% des textes en 1979 et 13.46% en 2004). Mais l'immobilité de ce taux cache de grandes disparités : si le chiffre bouge peu, c'est que les pratiques de certains partis s'inversent de manière relativement symétrique : les partis centraux (PS, UMP) voyant leur part baisser ou demeurer

⁶ Seules les professions de foi du PS, du Front de gauche et quelques manifestes du MPF diffèrent en partie.

⁷ Pour une description précise des contenus de ces thèmes, cf l'annexe méthodologique.

faible quand la critique de l'espace européen augmente dans plusieurs autres formations. Le discours propositionnel à l'échelle européenne quant à lui augmente en général de 1979 à 2004. Cette accroissement n'est ni linéaire ni uniforme entre les partis, mais on constate qu'il est réel pour chacun d'entre eux, laissant deviner un mouvement général d'investissement de l'enjeu politique européen et d'enrichissement (inégal) des doctrines. Une position exclusivement critique sur l'Europe ne semble plus tenable ou du moins plus politiquement rentable en 2004. En outre, si les élections de 1999 et 2004 montrent les taux de proposition les plus importants de la période pour presque tous les partis⁸, on constate également que, pour beaucoup d'entre eux (à l'exception du texte LO-LCR qui demeure dans une posture majoritairement critique), le discours propositionnel atteint ou dépasse celui de la critique développée à l'échelle européenne en 2004 (Tableau 2). Si c'est sans surprise que les formations plus centrales que sont le PS et l'UMP, fortement investies dans le jeu politique européen, montrent un discours largement propositionnel (tout comme, dans une moindre mesure, le PCF), l'équilibre entre les deux niveaux de discours est remarquable dans les formations souverainistes (FN et MPF). Refusant une posture exclusivement négative, les partis font montre d'une connaissance des enjeux européens et insistent sur leur projet alternatif, on y reviendra.

Tableau 2. Part de critique et de propositions dans le Niveau de discours européen, par parti en 2004. (En % du discours européen).

2004	FN	LO-LCR	PCF	PS	RPR-UMP	MPF-RPF
Part de critique	48,14%	68,68%	25,74%	6,26%	0,00%	47,06%
Part de proposition	48,14%	29,89%	70,06%	83,22%	87,13%	47,06%

En ce qui concerne la teneur du discours, quelques grands traits communs rapprochent, de manière très claire cette fois, les pratiques discursives des partis français. Le plus avéré à n'en pas douter est le caractère largement abstrait de celles-ci concernant l'Europe et ce, tout au long de la période. Le discours concret au niveau européen, qu'il soit critique ou propositionnel, reste très minoritaire. Ce n'est pas la stratégie adoptée par l'ensemble des partis que de s'attaquer ou de défendre des directives, politiques publiques ou des traités particuliers. Si ces pratiques apparaissent progressivement, on parle néanmoins bien plus volontiers de l'Europe et de ses enjeux en termes abstraits et ce jusqu'à aujourd'hui. Le discours à l'échelle européenne est l'occasion de mettre en avant des valeurs, des principes et des orientations générales. Ces discours ont sans doute permis de masquer pendant plusieurs années une faible connaissance et une faible considération de la sphère politique européenne. Il demeure que les textes de 2004 continuent à puiser majoritairement dans ce registre et l'on y voit ainsi s'opposer « l'Europe sociale » (PS) ou « l'Europe unie des travailleurs » (LO-LCR) à « l'Europe de la sécurité [...] unie dans la diversité » (UMP). Si cet équilibre de la teneur des discours n'est sans doute pas spécifique aux euromanifestes, les chiffres montrent donc que la stratégie perdure largement, dans la proposition comme dans la critique.

⁸ A l'exception du RPR-UMP qui monte un taux constamment important.

Tableau 3. Composition du niveau de discours européen en 2004 par parti (en % des euromanifestes)

2004 Niveau de discours européen	FN	LO- LCR	PCF	PS	RPR-UMP	MPF-RPF
Discours concret	10,15	9,52	9,06	10,07	5,56	10,70
Discours abstrait	19.92	40.93	39.47	42.76	33.95	20.10

Ceci posé, une concrétisation du niveau discours européen se réalise tout de même pour une part, progressivement. Celui-ci augmente globalement sur la période étudiée pour atteindre en 2004 environ 10% des textes de la plupart des partis (tableau 3). Si leur part reste minoritaire, propositions et critiques concrètes vont apparaître ou s'affirmer. Le rythme de cette affirmation diffère entre les partis mais se vérifie aujourd'hui pour tous. Ainsi toutes les formations partent d'un niveau de critique concret nul ou quasi-nul. Ce type de discours est totalement absent des professions de foi en 1979. Le PCF seul se démarque, et faiblement encore, en introduisant quelques phrases critiques du futur élargissement du Marché commun à l'Espagne, la Grèce et au Portugal. Il en est de même des propositions en général (à l'exception du PS on y reviendra). Il s'agit pour la plupart des formations étudiées de l'époque, de rejeter une Europe menaçante et, côté alternative, le discours reste théorique voire vague⁹. Les partis les plus critiques de l'intégration (LO-LCR, PCF et RPR) sont encore loin de proposer un projet alternatif réel. De manière générale, au-delà de la défense de la PAC, on sent combien les professions de foi de ces premières élections européennes servent à promouvoir une stratégie intérieure. On se contente souvent de transposer les programmes nationaux à peine européanisés. C'est particulièrement le cas au PS qui promeut dans son texte les 35 heures et la cinquième semaine de congés payés. L'élection prépare clairement pour une part, la présidentielle de 1981, les futurs candidats sont ainsi tous présents et leur nom clairement valorisés. Dans ce scrutin de listes, les partis ne donnent unanimement à celles-ci qu'une visibilité presque nulle. Cette absence d'un discours précis sur l'Europe trouve plusieurs motifs. Si on peut l'expliquer en partie par un niveau d'intégration lui-même encore restreint, c'est aussi le faible investissement des partis à cette échelle qui se traduit par une connaissance et une attention consacrées aux enjeux proprement européens également limitées, qui donne lieu à un discours –critique ou non– qui reste abstrait.

Cette montée en précision se met en place de manière différenciée entre les formations on le verra. Si l'on doit rester prudent, il apparaît que les discours des partis semblent gagner en concrétisation, à partir de 1994. Tendance qui se confirme et se généralise en 1999 et 2004 pour atteindre le niveau déjà évoqué. Cette transformation des discours accompagne le renforcement de l'intégration, l'élection de 1994 est ainsi celle qui suit le traité de Maastricht. L'Union européenne s'affirme progressivement, entrant ainsi en contradiction plus directe avec les idéologies et doctrines de certains partis. La liste de P. de Villiers qui se fonde autour du credo européen en 1994 en défendant une posture souverainiste, développe en particulier un discours critique très concret. L'approfondissement de l'intégration via les différents traités au long de notre période, l'élargissement progressif de ses domaines de compétences, en somme le fait que l'UE soit le moteur de plus en plus de politiques publiques produisant des effets dans les Etats conduisent à des prises de positions des partis sur ces politiques et à

⁹ Il en est ainsi du manifeste LO-LCR « si vous êtes partisans d'une Europe unie, fraternelle et libre, où aucune culture minoritaire ne soit étouffée... ». De même, le texte du PCF se positionne « pour l'Europe des travailleurs, de la démocratie et de la paix. »

une certaine concrétisation des discours sur celles-ci. Des thématiques s'affirment et fournissent des crédos par rapport auxquels se positionner et faire campagne au fil des élections, de Maastricht en 1994 au projet de constitution en 2004. Des motifs liés au fonctionnement interne des partis expliquent également cette relative montée en précision des discours européens: en prenant part aux institutions européennes (tous les partis ont des eurodéputés entre 1999 et 2004), les formations acquièrent compétences et ressources qui peuvent leur permettre de fournir plus aisément un discours, critique ou propositionnel, concret. Néanmoins, on comprend que ces ressources sont faiblement utilisées puisque cette stratégie discursive demeure mesurée, n'étant sans doute pas considérée comme la plus payante par les partis pour saisir l'électorat. Les schèmes de discours, s'ils s'europanisent et gagnent globalement en précision, conservent un caractère abstrait très appuyé.

Les acteurs politiques pertinents

Un dernier élément nous permet d'observer le processus d'europanisation des discours, compris comme une transformation des pratiques partisans liée au processus d'intégration. On s'est intéressé à la détermination des acteurs politiques pertinents dans les textes, en observant pour cela la part consacrée aux acteurs politiques et le caractère national ou européen de ceux-ci. Très concrètement, cette catégorie d'analyse comprend donc toutes les références faites à des courants, partis, listes ou leaders politiques, ainsi qu'à des institutions (en particulier européennes) que ces références soit critiques ou à visée autopromotionnelle. Or on constate une prise en compte progressive d'acteurs politiques européens. La part de discours qui leur est consacrée augmente en effet globalement au long de la période et ce pour toutes les formations. Ce type de discours est d'abord faible: environ 2% en moyenne (tableau 4) mais il est présent dès 1979, les euromanifestes évoquent alors les institutions de la communauté et ce presque exclusivement au travers de « l'assemblée européenne » objet de l'élection. C'est surtout à partir de 1999 et 2004 que la considération d'acteurs politiques européens augmente de manière visible (pour atteindre entre 5% et 6% des discours) et se précise. On peut considérer que c'est là la marque de la structuration naissante d'un espace politique européen et de l'intégration de cette représentation par les acteurs partisans. Si on l'observe de plus près, cette augmentation s'explique en partie du fait que l'on parle plus des institutions européennes. Au-delà de la multiplication des évocations de « Bruxelles » ou de « Strasbourg », on voit notamment des critiques du conseil et de la commission apparaître. Mais cette croissance reflète aussi la considération de forces politiques européennes et donc leur affirmation.

On trouve ici le mouvement clairement identifiable d'une politisation de la construction européenne au sens d'une intégration et d'une diffusion, par les acteurs partisans, de la représentation d'une Europe politique conçue comme un espace clivé. Cela se traduit dans les textes d'abord par le développement, en particulier dans les partis centraux mais pas seulement, par la considération d'une action politique unifiée des exécutifs nationaux (décisionnaires au conseil) de droite ou de gauche au niveau européen, critiquée ou promue. Ainsi l'enjeu de l'élection est déjà pour le PS en 1994 de « donner une majorité de gauche à l'Europe ». Mais au-delà de la considération de l'UE comme une addition de gouvernements, c'est bien l'appartenance à une force politique européenne qui est de plus en plus mise en avant dans les textes de certains partis. C'est là une marque de l'intégration de ceux-ci au jeu politique européen, à l'image de la considération en 2004 au PS et à l'UMP, des majorités parlementaires européennes : « Pour bâtir cette Europe de gauche, nous avons besoin d'une majorité de gauche au parlement européen » (PS, 2004). Ces discours montrent l'avènement d'une stratégie politique proprement européenne. Cette considération du jeu politique européen ne se limite pas exclusivement aux partis centraux. L'importance d'appartenir à un

groupe est soulignée jusque dans les partis souverainistes : le manifeste du MPF enjoint ainsi l'électeur en 2004 : « Créons à Strasbourg, un groupe parlementaire qui compte¹⁰ ! ». Les discours reflètent bien en cela une européanisation des pratiques partisans liée en particulier à la socialisation et l'expérience acquises au parlement européen.

Cet accroissement du discours consacré aux acteurs politiques européens est aussi la marque de la montée en puissance d'une Europe clivée qui voit, en France, partiellement se mettre en place dans les textes une transposition du clivage gauche/droite au niveau européen. On identifie progressivement une altérité politique à l'échelle européenne au niveau des projets comme à celui des acteurs. Cela se produit en particulier avec l'affirmation d'un second clivage européen, n'opposant plus souverainistes à européistes mais les partisans d'une Europe libérale aux partisans d'un projet plus « social » voire antilibéral, soutenu par les partis de gauche. Les premières mentions dénonciatrice d'une « Europe de droite » apparaissent au PCF en 1994, le discours se fonde alors dans une double critique assimilant la droite européenne et la droite nationale. M. Rocard propose la même année la grille de lecture suivante : l'élection est un choix entre « l'Europe des conservateurs, égoïste et de droite, ou l'Europe solidaire et de gauche ». Le PS se définit en 2004 : « Contre l'Europe libérale [...] voulue par la droite ». En effet, il n'y a pas loin de la dénonciation d'une Europe de droite à celle d'une droite européenne. Le RPR dénonçait déjà quant à lui « une Europe socialiste » dès 1989. La distinction des projets et la description d'acteurs politiques au niveau européen sont l'empreinte d'une européanisation réelle des discours et des pratiques. On identifie l'adversaire et l'on s'identifie donc comme un acteur politique européen : le PS en présente sans doute le processus le plus avancé en parlant au nom des « socialistes européens », l'euromanifeste s'appuyant sur un texte européen unique depuis 2004.

Néanmoins, on peut faire une distinction entre les stratégies discursives des différentes formations. On constate finalement ici que l'enjeu européen est intégré dans les schèmes de discours et dans les grilles de lecture en usage dans les partis. On note au passage qu'eupéanisation ne signifie pas nécessairement transformation. Or ces formations politiques ne souscrivent pas toutes à une lecture de l'espace politique au travers du clivage gauche/droite. On retrouve progressivement, transposée au niveau européen, une lutte de labellisation et de définition de l'espace politique, en particulier de détermination du clivage dominant. Les formations périphériques que sont tout au long de la période, le FN, le MPF et LO-LCR ont toutes trois tendance à ne pas développer cette lecture pour lui substituer une division leur permettant d'apparaître sur l'enjeu politique européen comme une des alternatives du clivage et ce, qu'il s'agisse de poser comme critère clef de la distinction la question du degré de souveraineté ou celle de la nature du système économique. Dès 1989, le FN explique ainsi que « Rien ne sépare les listes Giscard, Veil, Fabius, qui toutes, soutiennent la politique dirigiste des bureaucrates de Bruxelles ». Le texte LO-LCR dénonce quant à lui en 2004 le fait qu'« en Europe, lorsque 13 des 15 gouvernements européens étaient socialistes, les institutions européennes ont mené la même politique de régression sociale qu'aujourd'hui » assimilant les gouvernements socialistes à ceux de la droite.

Cette accession des pratiques discursives à la considération d'une espace politique européen comprenant ses acteurs propres, et au positionnement en son sein est parallèle de la progression de l'intégration et s'explique en partie de ce fait. Le PCF évoque ainsi en 1994 l'existence d'un « non de gauche » en référence au référendum sur le traité de Maastricht de 1992 pour décrire sa posture européenne. Mais cette forme d'eupéanisation des discours s'explique également par la participation, certes inégale, des partis au niveau de l'Union et par

¹⁰ Le texte ajoute « Les élections européennes vont nous permettre de créer, enfin, le grand groupe charnière réunissant, dans les vingt-cinq pays de l'Union européenne, tous ceux qui refusent qu'on piétine leurs libertés nationales ». Le FN met également en avant cette appartenance quand il le peut, ainsi en 1994 JM Le Pen est présenté comme « Président du groupe des droites européennes au Parlement Européen ».

l'affirmation d'un jeu politique européen. Si l'espace politique européen ne constitue pas aujourd'hui un champ politique autonome, il n'obéit pas moins à ses propres règles et contraintes internes¹¹ qui contribuent à structurer les pratiques et les représentations des acteurs partisans. Ainsi l'action des institutions a pu favoriser l'association des eurodéputés en groupes parlementaires (entre lesquels sont distribuées les rétributions et fonctions au sein du parlement) ainsi que la formation de partis européens. L'Union reconnaît officiellement les partis politiques européens en 1992 (donnant lieu à la création du PSE) et légifère sur leur système de financement qu'elle organise en 2001. On comprend dès lors que l'évocation d'acteurs politiques européens et la considération d'un niveau de lutte politique à l'échelle européenne naissent puis s'affirment dans nos euromanifestes surtout à partir de 1999 et 2004, date de la création du parti de la gauche européenne qui confirme ce processus.

Cette pratique de l'Europe et la participation aux institutions gardent une importance minoritaire au sein des partis, tout comme la part de discours sur les acteurs politiques européen demeure assez faible. Les directions nationales et l'enjeu intérieur priment toujours. On a pu trouver toutefois au travers des pratiques discursives décrites, des indices d'une européanisation des stratégies partisans et on comprend également que l'espace politique européen puisse ainsi devenir une source de légitimation au sein de l'espace politique national. Cela s'est clairement vérifié lors de l'élection de 2009 où se réclamer de l'appartenance à une force politique européenne ou montrer son réseau d'alliance s'est trouvée valorisée. Il était de bon ton pendant la campagne d'afficher ses partenariats européens et ses liens avec les leaders des formations partisans homologues au sein du clivage ou européenne. On a ainsi pu voir la plupart des leaders recourir à cette stratégie : qu'il s'agisse de la campagne UMP dans laquelle Sarkozy s'affiche avec la chancelière allemande A. Merkel ou de M. Aubry invitant la président du PSE. P.N. Rasmussen au meeting de lancement de campagne. Dans le même sens, O. Lafontaine, co-fondateur de Die Linke est présent au meeting de lancement du Parti de Gauche, L. Bisky président du PGE participe à une réunion publique du front de gauche à Paris et O. Besancenot soulignera ses meetings en Espagne. On retrouve là une même croyance transversale entre ces formations en une pratique politique européenne « politiquement rentable » ainsi qu'en un effet de légitimation politique crée par l'affichage de son européanisation. Les souverainistes du MPF misent eux-mêmes sur une alliance au niveau européen autour du mouvement « Libertas ». C'est toutefois pour des questions de ressources financières plus que d'idéologie cette fois. Seul le front national ne semble pas jouer de cette stratégie en 2009, pour un double motif sans doute : elle peut sembler difficile à mettre en place avec une doctrine de promotion de la souveraineté nationale focalisée sur la défense des intérêts de la France, qui nécessiterait un travail de mise en cohérence de la position, offrant une cible aux détracteurs¹². Mais surtout elle semble une stratégie de campagne périlleuse, ainsi P. De Villiers et F. Nihous qui l'ont tenté n'auront cessé de dédire une alliance « de la carpe et du lapin » entre eux et de minimiser leurs divergences, en particulier sur la Turquie, avec D. Ganley, le financeur et leader de Libertas ayant plusieurs affirmé sa position favorable¹³. Les deux leaders ont ainsi expérimenté – parmi d'autres motifs évidemment – l'échec de cette stratégie. Enfin tout simplement le FN, n'a que peu de ressources européennes, ses relations avec les autres partis de la droite radicale européenne demeurant très inconstantes.

¹¹ Cf. en particulier les analyses d'O. Costa (2001) et de W. Beauvallet (2007) sur le sujet.

¹² Ceci dite, la doctrine de défense des intérêts des nations peut se transposer au niveau européen. Et Le FN n'a pas manqué d'utiliser la ressource de son appartenance à un groupe politique européen quand il la possédait, affichant la fonction de président de groupe européen de JM LE Pen en 1989 et 1994.

¹³ Il se dédire donc à plusieurs reprises pendant la campagne.

Tableau 4, part du discours dévolu aux acteurs politiques nationaux et européens, par année (en % des euromanifestes).

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Acteurs politiques européens	2,10	1,09	2,65	2,59	5,83	5,69
Acteurs politiques nationaux	33,41	45,05	33,01	28,48	20,38	25,46

Cette analyse de l'augmentation de la considération dans les textes d'un espace politique européen et clivé soulignée, il est nécessaire de revenir sur la réelle proportion des discours. Si l'accroissement du discours sur les acteurs politiques européens est réelle, celle consacrée aux acteurs politiques nationaux demeure beaucoup plus importante, et sans commune mesure (Tableau 4). Il s'agit d'un discours qui englobe critique des adversaires nationaux et valorisation de soi, de son parti ou de sa liste. Même si on constate que ce discours baisse de manière irrégulière mais globale sur le long terme, la part consacrée aux acteurs politiques nationaux est toujours la plus importante et de loin. Cela reflète la domination encore incontestable de l'espace politique intérieur sur les stratégies des partis. Les niveaux de discours concernant acteurs politiques nationaux et européens ne s'annihilent pas l'un l'autre, ce qui illustre bien la concomitance de deux espaces politiques et partisans dès lors. Néanmoins, on peut observer un mouvement symétrique sur le long terme d'inversion parallèle des tendances : la considération des acteurs politiques européens augmente quand celle des acteurs nationaux faiblit. L'équilibre des deux niveaux de discours au sein de la part des textes consacrée aux acteurs politiques passe de 94% des textes dévolus aux acteurs nationaux contre 5.91% aux acteurs européens en 1979 à un rapport de 81.73% pour 18.27% en 2004 (tableau 5).

Tableau 5: Composition du discours sur les acteurs politiques par année (en % de celui-ci).

	1979	1984	1989	1994	1999	2004
Acteurs politiques européens	5,91%	2,36%	7,43%	8,34%	22,24%	18,27%
Acteurs politiques nationaux	94,09%	97,64%	92,57%	91,66%	77,76%	81,73%

Reste à voir donc si cette tendance ira jusqu'à prendre le pas à l'avenir. Rien ne dit que ce processus ait pour vocation de s'affirmer. Les différents appels entendus pendant la campagne de 2009 à « politiser l'Europe » pourraient laisser entrevoir une poursuite du renforcement de l'espace politique européen et de sa considération dans les discours. Mais il est surtout vraisemblable d'imaginer que la coexistence des espaces politiques que nous montre ces chiffres puisse perdurer.

Une dernière manière d'observer l'intégration d'un discours sur l'Europe en lien aux acteurs politiques était de mesurer la présence dans les texte d'une catégorie caractérisant un discours focalisé sur des questions européennes mais mettant en jeu des acteurs politiques nationaux. Autrement dit, il s'agit de s'intéresser au propos portant sur l'action européenne des acteurs politiques français. L'observation révèle que ce type de discours existe déjà en 1979 avec un taux de 4,77% des textes en moyenne, il est présent dans tous les manifestes. Les chiffres montrent néanmoins que cette pratique discursive, si elle perdure tout au long de la période, n'augmente pas. (tableau 6).

Tableau 6. Part du discours consacré aux acteurs politiques nationaux à un niveau de discours européen (en % des euromanifestes)

1979	1984	1989	1994	1999	2004
4,77	6,80	5,31	2,68	2,99	3,19

Elle demeure restreinte et tend même s'amenuiser. La critique de l'adversaire politique ne se focalise pas sur ce niveau, mais bien plutôt sur des objets nationaux. De même, il est difficile pour la plupart des partis, hormis le PS et le RPR de valoriser un bilan européen. C'est d'ailleurs pour ces derniers souvent l'occasion de mettre en valeur leurs leaders¹⁴. C'est donc plutôt une première étape d'insertion des questions européennes dans les discours. On parle de l'action ou de la posture européenne des acteurs politiques nationaux avant de parler d'acteurs politiques européens. On peut retenir ici que dès 1979, l'Europe est saisie et assimilée comme une nouvelle ressource politique dans le jeu de concurrence à l'intérieur du système partisan. L'élection européenne fournit un nouvel élément dans l'arsenal des stratégies discursives disponibles, ayant pour propriété de permettre à la fois la critique et la distinction. Cela montre également que l'intégration européenne comme objet politique relativement nouveau est immédiatement assimilée dans les pratiques déjà en usage dans les partis. (Dans le même sens qu'elle est à l'époque, on l'a vu, un moyen de réaffirmer son idéologie voire son programme politique national). On parle bien de l'Europe ici mais tout en affirmant un enjeu national. L'europanisation est donc limitée. On comprend en outre que, si l'enjeu européen est saisi en lui-même par un positionnement doctrinal, très théorique on l'a dit mais néanmoins réel face à l'objet, il est également immédiatement appréhendé de manière relationnelle : on se positionne en opposition.

II. La variation des pratiques discursives entre les partis depuis 1979.

Une fois ces mouvements communs dans les pratiques discursives d'intégration de l'enjeu européen mis en évidence, il s'agit maintenant d'analyser les disparités entre les formations. On vise à comprendre les diverses manières d'appréhender l'Europe dans les discours et donc les différentes europanisations qui se jouent entre les partis. Il s'agit également de comprendre leurs évolutions. Pour ce faire, on ne se focalise plus dès lors sur le niveau de discours exclusivement européen. Deux autres niveaux de discours ont été mesurés. Un niveau de discours exclusivement national auquel on a déjà fait référence tout d'abord. Il s'agit de la part des textes consacrée à des questions intérieures sans aucun rapport avec l'intégration européenne ni le cadre des élections, dont les propos se focalisent sur la situation et l'espace politique en France. Le dernier type de discours mesuré est un niveau intermédiaire entre un discours exclusivement national ou exclusivement européen. C'est un discours de souci national, qui caractérise les développements envisageant l'Europe à partir des intérêts nationaux. Autrement dit, c'est la considération des effets, réels ou attendus, de l'Europe sur la France, qu'ils soient bénéfiques ou menaçants. Dans ce niveau de discours, les intérêts de la France sont centraux mais ils sont considérés au prisme de l'intégration européenne. On trouve ici un autre type d'appréhension de l'Europe dans les discours à mi chemin entre europanisation de l'enjeu national et nationalisation de l'enjeu européen.

¹⁴ « Nous soutenons l'action européenne de Jacques Chirac. » (RPR 1999), de même au PS : « appuyons avec force l'action européenne du Président de la République » (PS, 1989).

Pour comprendre la manière par laquelle les formations partisanes intègrent et transcrivent la question de l'intégration européenne dans leurs discours et le rapport que chaque parti entretient avec l'Europe on a choisi d'effectuer des études plus resserrées des discours partisans de deux manières. Il s'agit d'abord d'élucider les usages des niveaux de discours au travers des différents partis et dans leur évolution, avant de se focaliser, pour finir, sur les diverses constructions entre les partis de postures européenne pour un projet alternatif.

A. L'équilibre des niveaux de discours entre les partis.

L'observation des euromanifestes montre que la part de discours consacrée exclusivement à des enjeux nationaux ou intérieurs est assez conséquente dès 1979 puisqu'elle constitue en moyenne plus de 20% des textes (21.46% contre 36.17% de niveau européen). En outre, on constate que si cette pratique discursive varie au gré des enjeux du contexte politique intérieur, elle se maintient tout au long de la période et conserve, en 2004, un niveau quasiment équivalent à celui des premières élections (22.05%). Ce résultat illustre l'importance d'une nationalisation de l'échéance européenne par laquelle l'élection est saisie comme une opportunité pour affirmer sa ligne politique et se positionner par rapport au contexte et à l'espace politique national. Ce discours se compose en général de trois éléments, il mêle la critique des comportements des dirigeants et des politiques publiques nationales, la promotion d'orientation ou de mesures et enfin la critique directe des adversaires politiques intérieurs, souvent très importante ou la promotion de soi. Il est frappant de voir combien ce dernier type de discours est particulièrement présent dans textes. Les professions de foi pour les élections européennes sont emplies de discours d'éreintement des adversaires et de valorisation, qu'il s'agisse à chaque fois du leader, de la formation ou de l'appartenance gauche-droite. Ces pratiques discursives demeurent très importantes sur toute la période et l'on a déjà vu, sans commune mesure avec l'intérêt accordé aux acteurs politiques européens : 25.46% des euromanifestes de 2004 sont toujours dévolus aux acteurs politiques français contre 5.69% aux acteurs politiques européen (tableau 4). On retrouve très clairement une nationalisation de l'enjeu électoral tout au long de la période, de ce fait. Cette pratique discursive subit néanmoins des variations, entre les différents partis et selon les conjonctures politiques, on va le voir.

En ce qui concerne le dernier niveau de discours de souci national, qui interroge les pratiques discursives considérant l'enjeu européen au prisme de l'intérêt français, on constate en premier lieu qu'il est présent de manière conséquente en 1979 et perdure ensuite, dans des proportions moindres. C'est à une intégration particulière de l'enjeu européen que l'on a affaire ici puisqu'eupéanisation et nationalisation de l'enjeu européen se mêlent. Ce souci national implique bien une transformation des discours et à travers eux, des représentations véhiculées et des stratégies partisanes exprimées. Car c'est bien la construction européenne qui est développée dans ces discours, qui constitue l'objet de préoccupation des partis et l'enjeu explicite de l'élection mais elle est conçue ici au travers de ses effets sur la France. Ce discours constitue une eupéanisation particulière, puisque tout en parlant d'Europe, il n'adopte pas un pont de vue européen. Si l'Europe s'intègre dans les discours, c'est bien l'intérêt national qui reste le critère d'évaluation et d'appréhension. L'évolution de cette pratiques discursive est parlante, la préoccupation des intérêts de la France face à l'intégration européenne atteint son niveau le plus important en 1979 (17.56% des textes en moyenne), elle baisse ensuite puis se stabilise autour de 10% des textes à partir de 1989. On peut considérer cette variation comme la marque d'une évolution vers une eupéanisation d'un type plus autonome -intégrant dans les discours des enjeux proprement européens et des stratégies élaborées au niveau de l'espace politique de l'Union- que l'on pourrait distinguer d'une eupéanisation, plus hétéronome, qui ne se réalise qu'au travers de la préoccupation

nationale. La baisse de la part des manifestes consacrée à ce dernier type de discours est la marque que l'Europe acquiert progressivement une réalité en soi dans les discours, en tant que système politique relativement indépendant et différencié de la France. Ceci dit, on constate que ces deux manières d'appréhender l'intégration européenne coexistent, parfois au sein des mêmes formations, jusqu'en 2004 avec là aussi, de fortes disparités entre les partis et les périodes, que l'on se propose d'appréhender.

1979-1989 : L'Europe vue de la France

Au delà de ces tendances globales, une observation plus fine permet d'analyser les fortes disparités existant entre les partis au travers de la variation des différents niveaux des discours : exclusivement nationaux, exclusivement européen ou de considération de l'intégration européenne dans le souci de la France.

En 1979, les quatre formations étudiées se divisent clairement en deux groupes qui montrent deux types d'attitudes. Les textes de LO-LCR et du PS présentent une part de discours européen très importante (plus de 40% des textes) quand à l'inverse, le PCF et le RPR présentent un niveau européen beaucoup plus faible et globalement critique. C'est clairement la posture idéologique des partis par rapport à l'intégration qui joue ici, les deux dernières formations présentant un discours plutôt souverainiste à cette date, ce qui explique la faible importance du développement sur l'Europe. C'est surtout également cette posture qui produit le poids remarquable ici du discours de souci de l'intérêt de la France dans ces deux formations. C'est le niveau le plus important du texte pour le PCF (23%) et encore plus fortement pour le RPR (35%). La problématique est donc immédiatement située au niveau européen tout en restant absolument reliée à un enjeu national très défensif ici. On note que le PS offre également un taux de discours de souci national effectif (17%). En 1979, l'Europe est donc en général intégrée et considérée dans des schèmes de discours qui la lient fortement à la France. On lui confère peu d'autonomie et l'Europe des 9 est conçue comme un prolongement de la France. Il s'agit pour le RPR de promouvoir « L'Europe que de Gaulle et Pompidou ont voulue » alors que les socialistes veulent lutter entre les deux grandes puissances afin que « la France joue pleinement son rôle et continue d'accomplir son destin historique dans une Europe démocratique ». Le thème est également souvent utilisé dans une visée protectrice, en particulier dans les discours du PCF et de la formation gaulliste. Pour le PCF, G. Marchais développe dans son texte une vision clairement souverainiste, il ne s'agit pas de défendre la France dans l'Europe mais de l'Europe. Quant à la formation de J. Chirac, elle a choisi d'afficher cette volonté dans le nom même de sa liste « DIFE » (Défense des Intérêts de la France en Europe). En ce qui concerne les deux autres formations, si le niveau de discours européen est fort, on constate une grande différence dans sa composition entre l'alliance LO-LCR presque exclusivement critique et un manifeste socialiste plus enclin à développer des orientations générales pour une Europe pacifiste par exemple. Le PS est aussi le premier parti à proposer une liste de propositions dans un euromanifeste. L'investissement dans l'enjeu européen est de suite plus fort chez les socialistes.

De 1979 à 1984, on constate une chute à la fois du discours de souci national et du niveau de discours européen qui révèlent une forte nationalisation de l'élection. LO le proclame : « l'enjeu de ces élections, ce n'est pas l'Europe et, on le voit bien, on va nous demander de nous prononcer sur la politique intérieure. » On peut avoir l'impression que lors de la première élection européenne les partis se sentaient tenus de parler d'Europe alors qu'ils passent, dès la seconde, à un usage encore plus librement stratégique de celle-ci, et dès lors fortement tourné vers la sphère nationale. Alors que le processus d'intégration est encore relativement peu avancé et les formations politiques peu intégrées à la sphère européenne, on

assiste à une focalisation des textes sur la situation intérieure et à un détournement national de l'élection. Le contexte politique joue également ici, l'élection européenne de 1984 est la première élection nationale depuis la victoire de la gauche en 1981 qui constitue un changement fort dans l'équilibre de l'espace politique et partisan. Elle se situe également deux ans avant les élections législatives de 1986 et chacun cherche à affirmer sa place. Le niveau de discours exclusivement national est en 1984 le plus important en atteignant 45.33% des euromanifestes en moyenne (contre 26.38% de niveau européen). Ce chiffre s'explique notamment par l'entrée en lice du Front national dont l'euromanifeste est fortement focalisée sur le contexte intérieur et se préoccupe peu de l'enjeu officiel de l'élection. L'ambition du parti est clairement annoncé en ce sens : « Notre objectif est aussi de devancer la liste communiste de Marchais pour mieux précipiter la défaite de la gauche en 1986 ». La nationalisation de l'échéance est ainsi extrêmement visible dans plusieurs euromanifestes qui passent de longs paragraphes à éreinter les adversaires ou les politiques gouvernementales. C'est notamment visible dans le texte de LO. Le manifeste LO-LCR était déjà, en 1979 celui qui présentait le niveau de discours exclusivement national le plus important, il est rattrapé par le PCF et le FN en 1984, mais sa composition ne change pas. Ce phénomène peut paraître étonnant en raison du caractère internationaliste effectivement visible de la doctrine du parti trotskyste, qui engendre des échelles de lecture plutôt globales. Mais il s'explique du fait que près d'un tiers du texte est consacré à la critique systématique de tous les adversaires nationaux, du PCF à l'extrême-droite. La position occupée dans le système partisan semble significative ici puisqu'elle produit une nécessité de distinction forte dans les discours, liée à cette situation d'outsider. Ainsi la formation n'est pas la seule à offrir un discours national très fort. Dans le même sens le FN, pour lequel l'objectif annoncé est de « reconstruire la France », fait une entrée sur la scène électorale européenne dans une indifférence absolue quant à l'enjeu officiel de l'élection, toute occupée qu'est la jeune formation à affirmer une place et un credo dans l'espace politique national selon lequel « Le Pen dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas » en défendant « les français d'abord ». Le manifeste du PCF impose également d'emblée un enjeu et une interprétation nationale au scrutin : « Dans la situation actuelle, cette consultation a une importance toute particulière pour notre pays. [...] De votre vote dépend donc, pour une bonne part, la suite des événements en France. » Effectivement, l'Europe n'aura qu'une place tout à fait mineure dans le texte. Le PCF dont la situation est en devenir et qui se voit de plus en plus couvrir d'ombre par le PS passera ainsi également toute la fin de son manifeste à énumérer pour les différents types d'électeurs, les raisons de voter pour le parti.

Au travers des discours du PCF et de LO, on constate également combien l'évènement politique et électoral de 1981 est encore largement présent. Loin des projets et enjeux européens du moment auxquels ils ne prennent pas part, la plupart des partis veulent « rejouer » 1981. Ainsi pour le PCF, c'est l'union de la gauche et sa place en son sein qui importe. La critique de la droite et la valorisation du parti occupent une place importante du texte. Pour LO, il s'agit également de sanctionner le bilan de la gauche au pouvoir dans un discours véhément dénonciation de la trahison du PS et du PCF. L'alliance l'UDF-RPR quant à elle, joue sur l'analogie pour mieux dénigrer l'adversaire : mentionnant également 1981 à plusieurs reprises, l'enjeu sera à la fois de rejeter « le socialisme en France » et d'écarter « les périls d'une Europe socialiste. » L'analyse saisit ici l'importance décisive du contexte politique national et en particulier de la conjoncture électorale¹⁵ dans les usages des élections européennes ainsi donc que dans les pratiques discursives dominant les euromanifestes : les

¹⁵ Ce phénomène a déjà été pointé sur le plan de la participation électorale, notamment par Mark. N. Franklin, "Effect on space and time on turnout in European Parliament elections", dans Wouter Van der Brug & Cees Van der Eijk, *European Elections and Domestic politics. Lessons from the past and scenarios for the future*, Notre Dame, University of Notre-Dame Press, 2007, p. 13-31.

résonnances de 1981 et la proximité de l'élection législative en 1984 marquent fortement les stratégies de discours des partis. Le RPR et encore plus fortement le PS sont les seules formations à conserver un niveau de discours européen conséquent. Le parti de J. Chirac commence à opérer sa normalisation. Allié à l'UDF, le texte produit parle d'Europe et voit son discours de souci national chuter par rapport à l'élection précédente. L'échec électoral de 1979 n'a pas été oublié et la posture souverainiste de la liste DIFE a été abandonnée par la formation gaulliste. Le PS s'affirme déjà comme le parti le plus européenisé. Il conserve en 1984 un niveau de discours européen de loin le plus élevé et sans doute lié à son propre niveau d'intégration : en tenant les rennes de l'Etat français, la formation participe activement à la construction européenne de l'époque. Les socialistes sont également les premiers à faire du discours sur l'Europe une ressource politique par deux moyens : le discours sur l'Europe permet la valorisation du leader F. Mitterrand mais également la dévalorisation de l'adversaire. Le discours critique concernant les autres listes et partis est également très présent dans le manifeste socialiste mais il est focalisé à un niveau européen, développant un bilan critique de l'action européenne des adversaires gaullistes et centristes : « De l'Europe, la droite parle peu et on la comprend ».

Lors de l'élection de 1989, la tendance est la même dans tous les partis : le niveau de discours national descend et le niveau européen remonte pour atteindre des taux plus élevés qu'en 1979 excepté pour les textes de LO et du FN. Ces deux partis montrent des caractéristiques similaires en choisissant de développer un discours exclusivement national très important par rapport aux autres partis. Tous deux y consacrent en effet plus du tiers de leur texte. On retrouve ici les contraintes liées à une posture périphérique dans le système partisan : la nécessité de se distinguer pour exister pousse ces formations à produire un discours de critique des adversaires nationaux très fort (en particulier au FN) et de promotion de soi. Ce sont également les doctrines respectives de ces partis qui jouent ici, les deux formations accordant toujours –pour des raisons différentes– peu d'attention à l'Europe dont ils ne souhaitent pas faire un acteur majeur, et développent leurs enjeux et stratégies au niveau national. On notera d'ailleurs que les deux formations produisent des textes assez courts, en particulier au FN. L'absence de critiques concrètes et d'alternatives à proposer à l'intégration y contribuent. Le niveau de discours européen de ces partis restant très bas quand le RPR et le PS en affichent d'importants. De même ces deux dernières formations comme le PCF, font montre d'un niveau de discours tourné vers le national très faible. On revient donc en général en 1989, à une élection plus proprement européenne par les enjeux qui lui sont attribués. Le PS est particulier en cela puisqu'il présente le discours le plus développé au niveau européen, près de 60% de son manifeste y est consacré. Il est également à l'époque le plus européenisé dans ses pratiques : présentant une idéologie clairement pro-européenne et surtout ayant avec F. Mitterrand et J. Delors largement participé à mener la construction européenne des années 80, avec notamment la mise place de l'Acte unique de 1986. Le PS émet en 1989 des propositions d'orientations prospectives qui semblent pleinement européennes cette fois et ne sont plus les transpositions d'un programme national présidentiel. Le texte se focalise sur la préparation et la construction de l'Europe de Maastricht : « il s'agit de réussir l'échéance de 1993 ». Le manifeste de l'alliance RPR–UDF se positionne sur ce même enjeu de 1993 et se prononce pour la monnaie unique. Mais l'intégration est encore appréhendée dans le discours au travers d'un souci national. Néanmoins, si celui-ci reste très protecteur (on retrouve des échos de la liste DIFE), les enjeux européens sont dorénavant également envisagés sous l'angle des bénéfices : « Nous voulons donner à tous les Français leurs meilleures chances de tirer parti de l'Europe. ». Comme lors des deux échéances précédentes, la particularité des pratiques discursives du PS et du RPR se retrouvent ainsi au niveau du discours de souci national qui reste important, bien qu'en diminution. Mais si le PS souligne aussi vouloir

« défendre les intérêts de la France », le texte de l'alliance RPR-UDF en fait un usage beaucoup plus important qui occupe presque 30% du texte.

Le PCF quant à lui semble occuper une position intermédiaire entre ces deux groupes de partis, que ce soit au travers de sa part de discours national, présente mais faible, ou par celle, médiane entre les formations, de discours européen (37% du texte). Position que l'on retrouve au niveau du système partisan : moins périphérique que LO ou le FN, le parti est tout de même en train de devenir secondaire après la réélection de F. Mitterrand¹⁶ en 1988. Par cette attitude, le PCF modifie fortement un niveau de discours qui intègre de plus en plus le thème européen. C'est là une première étape vers la mutation de sa posture européenne qui s'affirmera dans les années 90. Si la critique de l'Europe est toujours manifeste, elle se présente désormais à un niveau européen et de moins en moins au travers d'un souci national. On peut y lire également une connaissance des problématiques européennes qui renvoie, au travers de P. Herzog qui mène la liste, à une compétence acquise dans les travées du parlement européen¹⁷. Le texte critique ainsi « Les projets pour l'Europe de 1992 ». On peut y déceler également les prémices d'une évolution doctrinale vers une posture anti-UE plus antilibérale que souverainiste, même si la défense de la souveraineté est encore mentionnée. Les bases de la critique s'élargissent en effet et le manifeste dénonce déjà une Europe où « tout est fait pour favoriser les affairistes, les spéculateurs, les grandes sociétés capitalistes multinationales » quand le marché commun était dénoncé en 1979 pour préparer « un désastre pour la France, pour son industrie et son agriculture, pour des régions entières ».

1994 : une transition

Le contexte de l'élection de 1994 peut être rapproché de celui de 1984 où des enjeux électoraux nationaux forts semblent primer. L'élection présidentielle de 1995 se devine en effet aux détours des discours. On retrouve un phénomène de nationalisation de l'échéance européenne assez parallèle à celui de 1984, qui s'exprime dans une moindre mesure néanmoins. En effet, le contexte européen a changé et l'intégration fortement progressé, l'élection intervient après la signature du traité de Maastricht et son adoption difficile par référendum en France, ce qui contribue à fonder en particulier dans les formations souverainistes, un discours critique sur l'Europe. La nationalisation de l'échéance est particulièrement flagrante cependant chez les socialistes dont l'euromanifeste de 1994 se révèle tout à fait iconoclaste par rapport aux autres élections. Le niveau de discours européen y tombe à son niveau le plus bas de toute la période (27% contre 63% lors de l'élection précédente). Le texte se constitue simplement d'un message de Michel Rocard aux accents humanistes et universalistes mais également dès lors assez dés-européanisés. Le texte est très personnalisé, faisant entrer le leader dans une relation directe avec les électeurs dans un schéma « je/nous » où la liste est presque absente. L'élection européenne est utilisée comme un tremplin avant l'élection présidentielle qui se révélera plutôt, après l'échec de la liste Rocard, endosser une fonction de siège éjectable. Ce type de mise en scène du leader n'est pas présente à droite dans la mesure où l'alliance RPR-UDF empêche l'éloge d'un candidat pressenti. Néanmoins la nationalisation de l'échéance reste importante dans les formations en général, en particulier au travers de la critique systématique des adversaires nationaux. Ainsi le PCF montre une part de critique nationale importante, qui constitue une dénonciation forte du gouvernement en place. Le discours européen n'en est pas pour autant affaibli. Le PCF poursuivant le mouvement de transformation esquissé en 1989, abandonne définitivement ses références au souverainisme. L'effondrement de l'Union soviétique et la période de mutations dans laquelle est entré le parti contribuent à cette évolution, à l'image du renouvellement de la direction qui s'opère cette même année (R. Hue est nommé secrétaire national). Ceci dit, le

¹⁶ En 1988, A. André Lajoinie candidat du PCF arrive en cinquième position avec 6.76% des suffrages.

¹⁷ Le PCF a 10 eurodéputés de 1984 à 1989.

PCF n'échappe pas plus que ses concurrents à la conjoncture et présente également des mesures à résonance très nationale en vue de l'échéance de 1995. Le manifeste offre ainsi par exemple de « Porter le SMIC à 7500F ».

On constate en 1994 que la part consacrée à la considération des acteurs politiques nationaux est très forte dans les trois formations que sont le PCF, LO et le FN. Ainsi l'euromanifeste est à nouveau pour LO une occasion saisie pour régler des comptes sur les affaires nationales par un critique systématique de tous les partis, en particulier du PCF. On voit ici encore comment la place dans l'espace partisan conditionne les pratiques discursives. En effet, ces trois partis adoptent une stratégie de critique véhémement et conséquente des formations adverses. Or si cette stratégie n'est pas absente dans les partis plus centraux que sont le PS et le RPR, la critique est moins large. N'ayant aucun intérêt à faire exister les plus petites formations, les discours des deux partis se focalisent réciproquement sur l'un et l'autre, se constituant ainsi mutuellement comme centraux et principaux adversaires, tout en ménageant plus de place à l'enjeu européen. On retrouve également ici, comme en 1984, la dépendance des pratiques discursives au contexte politique national. C'est donc ici une contrainte d'ordre structurel qui joue sur l'européanisation du discours politique dans la mesure où le calendrier électoral national mais également la forte présidentialisation de l'espace politique français¹⁸ serait un obstacle à l'imposition forte d'un enjeu européen autonome.

Ainsi, le FN présente lui aussi une liste de propositions qui donne à son manifeste des airs d'élection présidentielle. La différence est néanmoins claire avec les élections précédentes, cette fois le parti intègre l'enjeu européen dans son discours. De quelle manière ? Cette intégration se réalise presque exclusivement dans une tonalité critique, au prisme de la « défense des intérêts de la France en Europe » qui devient donc un thème frontiste. Le FN met en place une doctrine clairement souverainiste au travers d'un important discours de souci national où l'Europe est conçue comme une menace pour le pays. Le RPR, encore une fois allié à l'UDF, évolue lui dans une autre direction. Si le discours de souci national auquel il est attaché est encore présent, il baisse et le thème de la protection se trouve transposé, en 1994, vers une « Défense des intérêts de l'Europe dans le monde ». On rencontre ainsi l'européanisation de plus en plus efficiente de la doctrine. On se trouve, à partir de 1994 et ça ne changera plus, face à un nouveau paradigme dans la pratique du discours de souci national. Ce sont désormais très clairement les formations de droite et en particulier les souverainistes qui l'utilisent. Ce niveau de discours est presque réduit à néant dans toutes les formations de gauche, ce qui s'explique par le parti-pris idéologique internationaliste chez LO et par la mutation des doctrines ainsi que l'européanisation des pratiques dans les deux autres formations. Par ailleurs, en 1994, l'entrée en lice de nouveaux souverainistes derrière P. de Villiers, marquent leur manifeste de ce discours. On peut penser que le poids du contexte politique européen joue fortement ici pour modeler les pratiques discursives de ces partis. C'est la première élection après Maastricht et le MPF comme le FN construisent en partie leur doctrine en réaction au traité.

1999-2004 : des intégrations différenciées de la question européenne

A partir de 1999, le regroupement des pratiques des partis périphériques FN et LO-LCR qui fonctionnait en 1984 et 1989 et dans une moindre mesure en 1994, en présentant un niveau de discours national plus important que le niveau européen, les opposant ainsi au RPR

¹⁸ Florence Haegel souligne l'existence d'une « logique de présidentialisation des partis et des carrières politiques » qui caractérise un système politique français, fortement dominé par les élections présidentielles. F. Haegel, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée*, 2005, n°1, Vol. 12, p. 39.

et au PS, ne fonctionne définitivement plus. L'intégration de l'enjeu européen est effective dans tous les discours partisans en 1999. Le discours européen est même le plus important de la période pour plusieurs partis et va jusqu'à occuper 84% du manifeste socialiste. Le manifeste LO-LCR se rapproche de celui du PCF avec respectivement près de 50% et 60% de leur texte consacré au niveau européen. Le niveau de discours exclusivement national baisse pour la plupart des partis à l'exception du FN où le discours sur la France demeure une base doctrinale. A l'exception également du texte du RPR allié pour l'occasion à la Droite Libérale (DL) d'A. Madelin. Pour ce manifeste, RPR-DL, et on peut penser ici que le fait pour les partis centraux d'être dans l'opposition contribue à produire cet effet, le vote est promu avec un enjeu de sanction : « vous exprimez aussi votre opposition à la politique socialiste ». La liste elle-même se présente à plusieurs reprises comme « l'opposition unie », occupant ainsi l'espace de l'alternative et révélant également l'enjeu tout intérieur dévolu à l'élection. Le discours du manifeste du RPF, alliance du MPF de P de Villiers et de Charles Pasqua, est typique en cela qu'il est le plus européanisé des manifestes de droite en éclipsant presque totalement le niveau national. Le discours sur l'Europe est très élevé, il occupe 72% du manifeste car c'est sur ce credo central d'opposition à l'UE que l'alliance partisane s'est formée. Le manifeste se partage entre une critique située au niveau européen qui occupe la majeure partie du texte et une petite part de souci national. Il est court, une page seulement, focalisée sur la dénonciation de l'abus de pouvoir que constitue cette Union européenne « sans âme ». Le texte mise beaucoup sur l'alliance de ses deux personnalités, proposant une large photo et la mise en valeurs des deux signatures.

Les autres formations mettent en avant des textes plus européanisés avec une intégration forte des questions et enjeux proprement européens. C'est particulièrement le cas au PS on l'a dit qui présente aussi le niveau d'intégration partisan le plus fort : en 1999 les partis socialistes européens se sont accordés sur une liste de propositions programmatiques. Le manifeste du PCF quant à lui est clairement orienté par son appartenance au gouvernement de la gauche plurielle. Le bilan est mis en avant produisant une part de discours national. Mais surtout la mutation doctrinale est réalisée, le souverainisme est abandonné pour une posture plus antilibérale et un véritable programme européen est mis en place dans le texte, on va y revenir. Le PCF commence également à s'envisager comme une force politique au niveau européen. Le mouvement altermondialiste s'est engagé et ses prémices de développement au niveau européen ont lieu. Le PCF tente ainsi une nouvelle formule et la liste « Bouge l'Europe » s'ouvre à la société civile. Le même phénomène de montée en puissance du thème européen se constate dans le manifeste LO-LCR qui, s'il reste sur les bases d'une critique systématique des adversaires nationaux, propose un vrai développement européen dont la teneur n'est pas exclusivement critique.

Le discours de souci national focalisé sur les intérêts français poursuit sur son nouveau régime de 1994 : se sont les partis de droite qui emploient essentiellement cette ressource. Ainsi le RPF et le FN offrent des taux toujours forts (aux environs de 20%). Ce type de discours du RPR est en est en baisse constante depuis 1979. Il semble se stabiliser de 1994 à 2004 entre 15 et 20%. On trouve également ici une pratique discursive singulière du PS qui développe toujours –faiblement- en 1999 la vision d'une Europe allant dans le sens de l'intérêt national (« une Europe pour la France ») voire même un retour au thème d'une UE prolongement de la France (« parce que l'Europe a toujours été une ambition française »). Le manifeste de la liste menée par N. Sarkozy et A. Madelin conserve un discours de protection déjà observé, qu'il déroule autour de la thématique identitaire : « D'une Europe qui ne défait pas la France, qui respecte notre histoire, notre identité, notre culture ».

En revanche, à partir de 1999, l'alliance LO-LCR et le PCF sont à zéro pour ce niveau ce qui conforte la mutation définitive du PCF vers un discours situé au niveau européen. Rien de nouveau en revanche ici, en ce qui concerne la LCR. En effet, et c'est un phénomène

remarquable, les textes de LO et de l'alliance LO-LCR ne développent strictement jamais ce thème dont le taux demeure nul tout au long des différentes élections. Les problématiques européennes sont considérées en elle-même voire au sein d'un contexte international plus large. C'est le caractère internationaliste de la doctrine de ces partis qui permet de l'expliquer. Ainsi leurs manifestes sont également sans doute, au moins avant 1999, ceux qui développent le niveau de discours le plus général, ne se situant ni au niveau européen ni au niveau national. On comprend de ce fait également que le niveau de discours exclusivement européen reste longtemps relativement faible en part des textes. L'analyse politique qui s'opère au travers de la grille de lecture idéologique de la lutte des classes et porte sur les relations capital-travail en général ne permet pas au parti de spécifier un discours au niveau européen pendant plusieurs années. Cette attitude est sans doute également longtemps explicite de l'usage opéré des élections européennes: celles-ci constituent une tribune pour faire passer une représentation de l'espace social et politique. Jusqu'en 2004 au moins¹⁹, il s'agit plus pour ces partis de diffuser un message et une lecture que de répondre à des visées électorales au niveau européen.

En 2004, la forte intégration des enjeux européens dans les textes se confirme même si ce niveau de discours est un peu moins élevé. On trouve ainsi dans tous les partis une considération de l'action européenne des acteurs politiques nationaux. Qu'elle soit valorisation ou critique, elle constitue une marque d'intégration de l'enjeu européen ainsi que des actions et politiques européennes dans le discours politique. Le développement d'un discours national est, surtout l'apanage des deux formations souverainistes, la formation villiériste semblant miser cette fois sur une critique de la gauche et visant sans doute à mobiliser l'électorat en faisant référence à la situation intérieure. Le manifeste du MPF montre également combien les élections européennes sont une opportunité de visibilité pour les plus petites formations. Elles sont l'occasion de mettre en avant leur existence et leur candidat. Le nom de « Villiers » est ainsi omniprésent tout au long du texte où il n'apparaît pas moins de 17 fois, comme pour inscrire le leader dans les esprits et le rendre familier, par une stratégie de marquage presque subliminale. Par ailleurs, le PCF qui montre également un discours national fort semble adopter une stratégie proche en cherchant, outre de la critique du gouvernement à capitaliser sur les luttes sociales nationales s'étant déroulée, auxquelles il est fait référence. Les autres partis n'en comportent pas moins également une part consacrée à la critique des adversaires intérieurs. Mais l'importance de ce niveau reste relativement faible en particulier pour le texte LO-LCR (13%) ainsi qu'au PS et à l'UMP (environ 15%) qui focalisent leur manifestes sur le niveau européen, marque de leur intégration au jeu et aux enjeux de l'Union.

Un nouvel état des pratiques discursives s'est mis en place depuis 1999. Il se confirme en 2004, les partis de gauche (LO, PCF, PS) montrent tous un niveau de discours européen plus élevé que les autres, tournant autour de 50% alors que l'UMP demeure à 41.56% et les deux formations souverainistes sont proches de 30%. De même, les formations de droite ont également un niveau de souci national situé entre 13% et 17%. Ces pratiques confirment celles de 1999, sans surprise pour les formations souverainistes. Et, comme le RPR en 1999, l'UMP conserve le même traitement : la défense des intérêts de la France dans l'Europe sont moins fort mais toujours présents (environ 16%) et l'ambition du leadership français de l'Europe demeure : « La France doit conforter son rôle d'impulsion dans la construction de l'Europe ». Ce thème augmente en revanche au PS, même s'il reste mesuré. On peut traduire ce phénomène comme un effet de la modification du mode de scrutin. L'hypothèse d'une « régionalisation » relative du discours fonctionne au PS en 2004. En effet, le discours de

¹⁹ C'est sans doute moins vrai en 2009 pour la LCR devenu NPA, puisque plusieurs leaders disent reconnaître l'intérêt d'avoir des élus à Bruxelles.

souci national qui avait baissé sous les 5% en 1994 et 1999 remonte (à plus de 15% pour les textes étudiés²⁰). Le manifeste du grand Ouest affirme ainsi que la région « attend de l'Union européenne une politique des pêches juste et cohérente. » La situation donne également lieu à des développements au focal exclusivement régional, renforçant ainsi le niveau de discours national du manifeste qui augmente de manière équivalente au souci national.

B. La composition des discours européen : focus sur les projets européens (alternatifs ou non)

Pour compléter l'analyse de l'évolution des pratiques discursives des partis sur l'Europe, on a choisi de se focaliser non sur la composition des discours européens en général mais sur la construction des projets, alternatifs ou non prospectifs, pour l'Europe. Autrement dit, des développements programmatiques effectifs montrant un investissement dans une vision particulière de l'Europe. On cumule à cette fin trois de nos catégories d'analyses pour se pencher sur la part et les contenus des propositions concrètes au sein du discours européens des partis. Celles-ci sont présentées dans le Tableau 7. Cela permet de compléter l'étude de l'europanisation dans la mesure où ce type de discours définit un niveau d'intégration fort des problématiques européennes par les formations politiques. Or deux périodes se distinguent clairement pour qualifier ce discours de développement d'un projet alternatif dans nos partis, elles s'articulent avant et après 1999.

Avant 1999

Le niveau de propositions concrètes dans le discours européen est de suite plus important au PS où il atteint en 1979 presque 10% de l'euromanifeste quand le niveau est nul ou quasi nul dans les textes des autres formations. C'est parce le parti est le seul à l'époque²¹ à arborer une posture clairement pro-européenne. Si son programme européen est pour beaucoup une transposition de mesures nationales fonctionnant comme une première publicisation avant l'élection présidentielle de 1981 on l'a dit, on trouve tout de même déjà plusieurs propositions concrètes telles que « l'alignement des régimes sociaux sur le régime du pays le plus favorisé » ou la possibilité « pour les syndicats de négocier des conventions collectives au niveau européen ». De 1979 jusqu'à 1989, seul le PS fait montre de propositions concrètes pour la poursuite de l'intégration. S'il l'est un peu moins que les autres, le discours du RPR reste très vague et les propositions précises rares. Cela s'explique d'une part par la réticence encore forte de la formation à l'égard de l'intégration européenne. Et d'autre part, par l'alliance qui unit le RPR et l'UDF très pro-européenne de 1984 à 1994 lors de ces élections. Les points d'accords programmatiques sont minces et les textes développent des orientations larges plutôt que de lister des propositions précises comme le fait déjà le PS en 1984. Ce dernier ne manque pas de pointer cette faiblesse des adversaires dès 1984 « De qui pouvez-vous espérer des réponses ? Parmi les listes principales qui sollicitent vos suffrages, [...] l'une, celle de nos partenaires communistes continue à être aussi timide sur l'Europe, l'autre, celle qui veut rassembler la droite, n'a fait que réunir toutes ses contradictions ». L'alliance RPR-UDF rejoint tout de même le PS (dont le taux baisse alors) au niveau des propositions concrètes en 1989 où même s'il reste vague, le texte se prononce notamment pour la monnaie unique et une défense commune. Ce niveau de discours est absent ou extrêmement faible dans les autres formations que sont le PCF, LO et la LCR et le FN. Opposées à l'intégration dès la première élection, ces formations ne présentent alors qu'une image alternative très abstraite. Ce sont « les Etats-Unis socialistes d'Europe » pour

²⁰ Tous les manifestes PSs n'ont pas été entrés, une moyenne des manifestes d'île de France et du grand ouest a été effectuée.

²¹ L'UDF n'étant pas mesurée.

l'alliance LO-LCR, « l'Europe de la coopération » pour le PCF ou « une Europe des libertés » pour le FN. Il ne s'agit pas de présenter un projet alternatif complet et réel. La posture d'opposition semble alors suffisante. En outre, on voit bien que faible considération de l'enjeu européen et faible connaissance de l'activité et des projets de la communauté se rejoignent dès lors : en général, le discours n'est pas plus concret au niveau de la critique pour ces formations. Le PCF se distinguant un peu des autres en ce sens qu'il se réfère notamment aux élargissements auxquels il s'oppose. On constate néanmoins que l'avancement de l'intégration au travers d'événements tels que l'Acte unique ou la préparation du traité de Maastricht ne rencontrent ni opposition, ni publicisation de la part de ces partis.

L'échéance de 1994 est particulière en ceci que le PS, on l'a vu, dédie clairement son euromanifeste à l'enjeu intérieur de l'élection présidentielle en mettant en scène M. Rocard. Les propositions concrètes concernant l'Europe sont donc réduites à quelques allusions. Les pratiques des autres formations varient peu et l'entrée en lice d'une liste villiériste n'y change rien. Le RPR propose un texte très court et très vague misant sur une stratégie de mise en avant de « l'opposition » et de sanction de la gauche. On sent également que le parti va toucher aux limites de son alliance avec l'UDF lors des échéances européennes. On ne trouve aucune proposition précise pour l'Europe. L'entente n'est réalisée que sur des options plus que vagues : proposant une Europe en faveur « de la paix, la sécurité et l'emploi. » Ce sera la dernière fois. Le FN et LO demeurent dans des postures exclusivement critiques et très peu concrètes. L'objectif de l'élection est encore pour LO de diffuser sa grille de lecture idéologique plus que de disserter sur l'Europe, encore moins d'en proposer une alternative. Il s'agit également de saisir cette occasion de visibilité publique pour tenter de décrédibiliser le parti au gouvernement et les adversaires politiques. Le seul fait notable se trouve dans la variation qui commence à s'opérer au PCF, on l'a déjà évoquée. Elle est également repérable au niveau des propositions concrètes dans le discours européen. La référence souverainiste s'est ainsi effacée pour une « préférence communautaire ». Si les propositions concrètes s'attachent plus au niveau national (le PCF prépare également la présidentielle), on en trouve quelques unes niveau européen. Premices du développement d'un projet européen qui s'affirmera réellement à partir de 1999.

Tableau 7. Part du discours européen de propositions concrètes par parti et par année (en % de l'euromanifeste)

Niveau de discours européen, propositions concrètes	FN	LO- LCR	PCF	PS	RPR- UMP	MPF- RPF
1979	-	0,81	1,19	9,94	1,21	-
1984	0	0	,71	7,16	2,31	-
1989	0	0	0	4,82	5,88	-
1994	0	0	6,78	2,20	0	0,75
1999	1,28	10,30	20,68	13,64	2,63	0
2004	4,14	3,95	5,26	9,72	5,56	1,57

1999-2004 : la (nécessaire) affirmation d'une Autre Europe

Une transformation s'opère progressivement dans les attitudes partisans à l'égard de l'Europe, elle est mise en évidence dans les pratiques discursives des euromanifestes. A partir de 1999 et 2004, tous les partis vont progressivement présenter un discours de propositions

concrètes concernant l'Europe, mettant en avant leur projet européen ainsi constitué, à l'image du discours du FN. A partir de 1999, les discours critiques et propositionnels font part égales dans le discours européen du FN. Si la formation frontiste s'inscrit contre le développement de l'intégration, les textes ne se limitent pas à une posture critique et développent donc une alternative en promouvant notamment une « Europe des nations ». Le FN fait alors montre de revendications précises, que ce soit au niveau de l'entrée de la Turquie, de la mise en place d'une « préférence communautaire » ou de la distribution du pouvoir institutionnel. On peut également mentionner l'existence de propositions concrètes qui se placent, logiquement, au niveau du souci national. Il en va ainsi des « Droits de douane sélectifs pour protéger nos produits » ou du « droit des exploitants agricoles à distiller un contingent de fruits de la ferme ». On peut souligner que le parti retrouve en particulier ses thèmes traditionnels : refus de l'impôt européen et critique d'une « immigration-colonisation » autorisée par Bruxelles. L'intégration des enjeux européens dans le discours se réalise donc de manière ciblée. On se trouve bien à partir de 1999, face à un changement de stratégie de présentation de soi global, commun au sein de l'espace politique français. Le manifeste du FN qui se positionnait « contre l'Europe de Maastricht » en 1994, s'exclame « changeons d'Europe ! » en 1999, affichant ainsi une posture positive. Il semble qu'il n'est plus dicible ou du moins qu'il n'est plus politiquement plus rentable de s'opposer frontalement à l'UE, dès lors ce type de discours disparaît. Ces propositions du FN sont en partie reprises par P. de Villiers. Le manifeste RPF de 1999 est très européen en cela qu'il est focalisé sur des problématiques européennes mais il présente encore un discours presque exclusivement critique. En 2004, le texte du MPF comme celui du FN présente un taux de critique et de propositions équivalents au niveau européen. La formation villiériste n'échappe pas au mouvement et esquisse un projet alternatif avec la même visée de souverainisme et de protection que le FN. En 2009, la stratégie perdure et P de Villiers est ainsi parvenu à marquer la campagne en lançant la proposition d'un protectionnisme européen. Ce n'est pas un hasard si c'est également à partir de ces années, on l'a vu, que la plupart des textes des partis, dont celui du MPF, mettent en valeur leurs groupes au sein du parlement européen quand ils en ont. La position d'opposition exclusive à l'Europe est devenu trop coûteuse, et peut-être potentiellement excluante, au sein de l'espace politique français. Au contraire la connaissance de l'UE et le positionnement par rapport à elle voire la participation à son système politique, semblent devenus des sources importantes de légitimation.

De la même manière, alors qu'en 1994, LO dénonce encore dans l'UE « une tentative impérialiste des pays les plus industrialisés du continent pour protéger juridiquement leur sphère d'influence économique » et assure « qu'on [ne] peut faire quoique ce soit en faveur des travailleurs au parlement de Strasbourg », en 1999 le manifeste LO-LCR s'ouvre sur l'injonction suivante : « Pour une autre Europe ». Le texte se poursuit et se termine par la présentation d'une série de propositions, théoriques mais aussi concrètes, pour dessiner une alternative. Comme au FN, celles-ci portent notamment sur les thématiques traditionnelles des deux partis alliés que sont les droits des femmes, des étrangers et des travailleurs. Le manifeste revendique ainsi le droit de vote des résidents, la généralisation de l'Ivg libre et gratuit ou la réduction du temps de travail aux 35 heures pour toute l'Europe. On constate ainsi qu'à partir de 1999, les manifestes LO-LCR intègrent fortement les problématiques européennes inversant l'équilibre qui caractérisait leurs textes jusque là, en développant un discours européen occupant près de 50% des textes et devançant de loin la part consacrée à la compétition nationale. Cette évolution du discours de ces formations est à réintégrer dans un contexte global où convergent plusieurs effets. Les luttes sociales de 1995 ont sans doute permis, sur le plan intérieur, de renforcer LO et de remettre en course la LCR qui monte en puissance à partir de la fin des années 90 et apporte les ressources de son intégration dans le mouvement social européen qui se met en place. En effet, le mouvement altermondialiste s'est

développé et essaimé au niveau européen²². Ces évolutions conjuguées à la confirmation d'une orientation libérale de l'UE au fil des différents traités contribuent à faire de l'Europe un enjeu, sans doute encore mineur, mais réel, pour les partis de la gauche dite radicale et pour la LCR en particulier. On ajoutera en outre que l'alliance dispose de cinq députés européens pendant la législation 1999-2004.

La mutation est encore plus visible au PCF qui voit son projet européen exploser en 1999 (les propositions concrètes occupent plus de 20% du texte, c'est la part la plus importante de tous les manifestes). Sous l'impulsion de la nouvelle stratégie de la direction Hue, la doctrine PCF a rompu définitivement avec le souverainisme et adopte une posture « euroconstructive ». Il s'agit désormais de changer l'Europe de l'intérieur et le texte de 1999 propose une longue liste de propositions alternatives offrant par exemple une transformation du pacte de stabilité, proposant un SMIC européen ou encore un droit de pétition. Ce sont bien les mutations internes du PCF, en particulier le renouvellement du personnel politique, qui conduisent ainsi à une évolution de la doctrine et de la stratégie européenne. C'est également l'investissement du parti au niveau européen qui fournit ressources et capacités de propositions, à l'image de la compétence offerte par un F. Wurtz par exemple, président du groupe GUE/NGL à partir de 1999. Enfin cette évolution de la posture européenne est également liée à la position du parti dans l'espace politique national. En 1999, le PCF est allié au PS dans le gouvernement de la gauche plurielle. En tant que tel, sa latitude d'action est relativement faible : appartenant à un gouvernement qui signe les traités, il ne peut plus s'opposer à l'Union mais il est également soumis à une contrainte de différenciation. Il doit se distinguer du PS en particulier lors de ces échéances électorales. Ce sera l'entreprise de la liste *Bouge l'Europe !* qui se construit en parité avec la société civile on l'a dit. Enfin, le PCF participe, comme la LCR, à la construction du mouvement social européen, ce qui contribue à influencer son projet. Les communistes participent ainsi notamment au contre sommet européen de Nice en 2000.

Le situation de l'UMP est différente. Le parti propose en effet, un discours fortement situé au niveau européen (environ 40% entre 1999 et 2004) mais son niveau de propositions concrètes reste relativement faible. En 1999, l'UMP semble adopter une posture d'opposant et développe pour une part, un discours européen critique qui souligne le besoin de changement tout en constituant une remise en cause du bilan socialiste européen. Mais plus largement, c'est aussi une caractéristique des textes du parti que de préférer, tout au long de la période, adopter une teneur plus abstraite qui développe des orientations plutôt que des listes programmatiques. C'est néanmoins tout de même ce que fera enfin le manifeste de 2004, tout en préférant en général prôner « une union politique et militaire européenne » sans toujours prendre la peine d'être plus précis et d'exiger comme c'est le cas en l'occurrence « un corps européen de gardes frontières ». Après l'épisode de 1994, le PS retrouve quant à lui un niveau de proposition important dès 1999. Les textes socialistes proposent un discours très largement européen (avec un taux de plus de 80% en 1999). Le parti présente une part de propositions concrètes proche de 10% de 1999 à 2004, confirmant ainsi à la fois son européanisme et son européanisation. Il faut noter que le PS est aux commandes de l'UE avec les autres gouvernements européens en 1999. En outre, il est clairement le parti français qui montre l'intégration la plus prononcée. Pour la première fois en 1999, l'euromanifeste des socialistes se constitue d'une part européenne élaborée au sein du PSE: il y défend « les 21 propositions des socialistes européens ». Le projet européen est donc développé. L'intégration européenne a bien transformé le fonctionnement de l'activité politiques du parti dont la doctrine, conçue en commun, lui échappe pour une part. Si le discours est un peu moins concret en 2004, le principe du manifeste reste le même et le projet présenté est celui des socialistes européens. La

²² Le premier forum social européen se déroule à Florence en 2002.

posture pro-UE, la participation au pouvoir européen et l'intégration dans une force politique au niveau européen ont contribué à la transformation du discours et de la doctrine du PS. Ce sont aussi ces conditions qui l'ont fait accéder à un niveau de considération des enjeux et d'entreprise stratégique politique pleinement européen, qui s'exprime dans le manifeste.

En 1999, ce sont surtout les partis de gauche qui mettent en place leur projet alternatif. Mais si l'on pouvait penser que la posture souverainiste offre peu de prise et contraigne à un taux de propositions européennes alternatives limité, on constate qu'en 2004, ce sont bien tous les partis qui affichent –à des degrés divers- leurs projets (tableau 7). Même si les taux restent faibles sur l'ensemble des manifestes, on assiste à un mouvement global qui ne se limite pas non plus aux partis de gouvernement. Cela s'explique à la fois par des mutations internes on l'a vu, et par des mouvements plus globaux. Il y a eu une montée en connaissance réelle de la part des formations qui disposent toutes d'eurodéputés entre 1999 et 2004 et l'activité de l'Union par ses différents traités (Amsterdam en 1997, Nice en 2000) et la constitution en préparation en 2004 construit des motifs de positionnement. A partir des années 1990, et cela se renforcera après 2005, les partis investissent également le discours européen pour saisir un électorat du Non dans lequel ils croient désormais. Au final, il semble donc que tous les partis aient intégré, et par la promu, la nécessité d'un positionnement clair sur l'Europe. Tout ce passe comme si, pour évoluer dans la compétition et l'espace politique, une opposition exclusive, sans ouverture vers des contre-projets serait porteuse d'un risque de délégitimation au sein du système partisan. C'est ce qui pousse la formation villiériste à afficher ostensiblement en 2004 en lettres capitales sa proposition d'« un vrai projet pour l'Europe ». L'Union s'est imposée comme un enjeu secondaire mais réel dans l'espace politique français dont les élections constituent une échéance stratégique. Dès lors, la posture face à l'intégration constitue une carte du panel programmatique qu'il est nécessaire de savoir jouer pour chercher à tourner la configuration de l'espace politique national et européen à sa faveur.

Conclusion

On peut identifier plusieurs moteurs de l'eupéanisation des pratiques discursives des partis via les euromanifestes. On constate en premier lieu que les éléments explicatifs se situent à la fois au niveau intra-partisan et au sein de contextes plus généraux à l'échelle nationale et européenne. On a pu observer que dans les années 80, c'est tout d'abord la place dans le système partisan qui contribue à modeler fortement les pratiques discursives: l'alliance LO-LCR, le FN et même le RPR en 1979 montrent des discours d'outsiders comportant de larges part critiques, souvent tournées vers les adversaires nationaux et un niveau de discours européen relativement faible. C'est aussi le niveau d'intégration des formations dans le système politique et partisans européen, donc la participation gouvernementale, ainsi que la doctrine européenne des partis qui pèsent: le PS montre très vite le discours le plus eupéanisé. Le PCF en particulier montre bien comment l'héritage idéologique et doctrinal, et plus largement la situation intra-partisane contribue à transformer la doctrine européenne et à intégrer progressivement des considérations stratégiques de niveau européen. Nos analyses confirment également combien les discours sur l'Europe sont dépendants de la conjoncture politique intérieure, en particulier électorale. L'espace politique national demeure un enjeu dominant qui module les pratiques discursives lors des échéances européennes. Enfin, le contexte politique européen joue également comme autre contrainte externe sur les discours et stratégies des partis. Ainsi le renforcement de l'intégration à partir de 1992 en particulier, jusqu'à la fin des années 90, a pour effet de contribuer à un positionnement des partis plus réel sur l'UE. Même si celui-ci peut se traduire en une posture de résistance, les pratiques discursives des partis ne s'en trouvent pas moins eupéanisées.

Ainsi à partir de 1999, la part de l'idéologie et le prisme du clivage gauche-droite deviennent plus significatifs, l'opposition de gauche et de droite à l'Union produisent des discours différents et le projet alternatif est beaucoup plus développé dans les formations de gauche. Ceci dit, place dans le système partisan et intégration politique au niveau européen jouent toujours, ont trouvé des similarités fortes dans le discours des partis centraux (notamment dans la critique presque inexistante de l'UE).

Au final, si l'ensemble des formations partisans intègre pour une part les enjeux européens dans leurs pratiques discursives, elles le font de manière distinctes et l'europanisation de leur discours revêt des formes et des degrés divers. On a pu distinguer notamment une intégration des questions européennes dans les discours qui se développe pleinement à l'échelle européenne, d'une intégration ne se réalisant qu'au travers de la préoccupation nationale, que l'on peut considérer dès lors comme plus hétéronome. En outre, il apparaît clairement qu'europanisation des discours ne signifie pas nécessairement transformation de ceux-ci. Si les partis parlent d'Europe, on a pu constater qu'en général, l'intégration de l'enjeu européen ne modifie pas de suite profondément leurs schèmes de discours. Les formations politiques appréhendent les problématiques européennes au prisme de leur propre canevas idéologique. Les partis retrouvent dans la mise en place de leur posture européenne, leurs thèmes et schèmes traditionnels de discours, opérant ainsi souvent une simple transposition. Qu'il s'agisse de la saisie par le FN de la thématique de l'immigration aux portes de l'Europe ou du manifeste RPR-DL qui déclare en 1999 que « l'Europe permettra d'ouvrir nos marchés ». En ce sens, la construction d'un espace politique européen ne fait qu'élargir le champ de la lutte politique. On a pu constater ainsi que les partis se positionnent immédiatement de manière relationnelle : dès 1979 les formations s'affichent pour telle Europe contre tel autre parti et progressivement contre telle autre Europe. L'enjeu européen est saisi et montré comme un nouvel outil de définition et de catégorisation de l'espace politique. Mais une fois ces questions introduites dans les discours, l'évolution de l'intégration européenne va avoir des effets sur la configuration du système de partis et contribuer à transformer les conditions du jeu. En retour, on l'a vu, c'est finalement l'espace politique national qui s'est europanisé en faisant de l'investissement dans les enjeux européens une ressource de légitimation et progressivement un passage obligé pour les partis.

Bibliographie

BEAUVALLLET Willy, « Profession Eurodéputé, les élus français au parlement européen et l'institutionnalisation d'une nouvelle figure électorale (1979-2004) », Thèse de Science Politique, Université Strasbourg 3, 2007

COSTA Olivier, *Le parlement européen assemblée délibérante*, Bruxelles, Edition de l'ULB, 2001.

FRANKLIN Mark. N., "Effect on space and time on turnout in European Parliament elections", dans Wouter Van der Brug & Cees Van der Eijk, *European Elections and Domestic politics. Lessons from the past and scenarios for the future*, Notre Dame, University of Notre-Dame Press, 2007, p. 13-31.

HAEGEL, Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée* 2005, n°1, Vol. 12, p. 35 à 45.

Annexe Méthodologique

L'analyse réalisée est une analyse quantitative lexicométrique du contenu des euromanifestes. Elle a été effectuée au moyen du logiciel « Sémato », logiciel d'analyse textuelle automatique proposé par l'UQAM. Néanmoins, l'analyse lexicale automatique n'a pas été utilisée comme telle, le comptage seul est automatique. Les différents thèmes qui constituent les catégories de discours ont été définis manuellement tout comme la classification par thèmes des segments appropriés dans les textes. Les segments mesurés et pris en compte dans le comptage sont les unités de sens minimales se résumant parfois à des groupes nominaux. Concernant l'unité mesurée, on est donc au delà du mot et en deçà de la phrase.

En ce qui concerne la classification manuelle des segments en thèmes, des définitions explicites du contenu de chaque thème ont été mise en place pour réduire au maximum la subjectivité du classement. La méthode retenue dans tous les cas a été de chercher la constance dans les choix de classement entre les partis et dans le temps, pour permettre la comparaison.

Corpus :

Les euromanifestes de LO-LCR (ou LO selon les années), du PCF, du PS, du RPR-UMP, du MPF (du RPF en 1999) et du FN ont été analysés depuis 1979 jusqu'à 2004.

Une précision doit être faite pour l'année 2004 : contrairement aux autres partis, le PS et l'UMP ont adapté la moitié de leur euromanifeste (le recto) au niveau des circonscriptions régionales, le verso demeurant national. Pour les deux partis, les parties régionales des euromanifestes d'Île-de-France et de l'Ouest ont été entrées afin d'obtenir une moyenne.

La construction des thèmes de discours :

Plusieurs thèmes ont été définies visant à mesurer dans les textes différentes pratiques discursives. Ils sont exposés ci-dessous avec leur définition.

Echelle de discours :

Le Niveau de discours européen caractérise les discours se situant à l'échelle européenne, c'est parler de l'Europe, de l'Union européenne et/ou de ce qui s'y passe. Ainsi les sujets suivants y sont inclus (liste non exhaustive):

- élections européennes
- politiques européennes, action de l'UE, nature de l'Europe
- dirigeants et institutions européen(ne)s

Le Niveau de discours national caractérise les niveaux de discours se situant à l'échelle intérieure c'est-à-dire parler de la France et/ou de ce qui s'y passe. Ainsi les sujets suivants y sont inclus (liste non exhaustive):

- Appel aux français.
- Référence au contexte social politique ou électoral national, aux adversaires nationaux, aux politiques publiques, aux actions du gouvernement. Autrement dit, ce niveau caractérise les propos n'ayant aucun lien avec l'Europe ou à l'élection européenne.

Le Niveau de discours de souci national caractérise les développements qui se réfèrent à la France, à une préoccupation de la France, de sa situation, de ses intérêts et bénéfices exclusivement quand ceux-ci sont envisagés par rapport à l'Europe, qu'il s'agisse de la CEE ou de l'UE. Il s'agit donc des propos faisant référence à un enjeu national, que ce soit dans l'espérance de bénéfices attendus de l'Union ou pour critiquer les menaces constituées par l'Europe à son égard.

Exemple : « Ils ne veulent pas seulement démanteler notre économie, mais fondre notre culture nationale, nos cultures régionales dans le moule américain. Ils veulent affaiblir la France, en faire une province secondaire d'un empire dominé par l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis. » (PCF, 1979).

Teneur du discours:

Le Discours abstrait-théorique comprend les types de propos suivants :

- discours développant des valeurs, des orientations
- discours général (description, normatif), imprécis
- description de comportements

Le Discours concret caractérise les propos précis, se référant à des éléments ou événements particuliers et définis, tels que listés ci-dessous (liste non exhaustive):

- des politiques publiques nommées,
- des mesures précises,
- des traités ou textes particuliers
- des élargissements particuliers.

Le Discours critique caractérise les propos négatifs de dénonciation ou d'opposition à une réalité, il peut comprendre les thèmes suivants :

- condamnation directe de pratiques, de politiques, d'adversaires, dénonciations.
- tournure critique plus indirecte mais globalement négative de type « on vous dit » suivi de « on vous ment ».
- rejets ou demandes de retrait d'une loi, directive, mesure etc. Ex : « Refuser le projet d'impôt européen. Refuser l'entrée de la Turquie dans l'Europe. » (FN 2004)

Le Discours propositionnel comprend les types de propos suivants :

-proposition d'orientations, de politiques, de mesures,
-vision affichée pour la France ou l'Europe en positif (« pour l'Europe démocratique »).
-revendications, demandes et exigences de politiques, de transformations etc, perspectives.
(Autrement dit, qui ne sont pas des demandes de retrait ou de rejet de politique déjà réalisées).
Les simple descriptions de situation n'entrent donc pas dans une classification de tonalité :
exemple : « Le 17 juin prochain, vous élierez vos députés européens. C'est un choix capital. »

Discours sur les Acteurs politiques :

Le Discours concernant un acteur politique national comprend les propos qui se réfèrent aux partis, individus, listes nationales ou tendance politiques (gauche-droite) se situant au niveau national.

Le Discours concernant un acteur politique européen comprend les propos qui prennent en considération un parti ou individu appartenant à l'espace politique européen, une coalition ou une tendance politique au niveau européen ainsi que des partis ou individus d'autres pays d'Europe. Exemple : « les socialistes européens, J.M. Barroso. » Il contient en outre tous les discours concernant les institutions européennes, également quand celles-ci apparaissent sous la forme de métonymies. Exemple : « Demain, nous voulons contrôler Bruxelles » (RPF 1999).

Le discours concernant les acteurs politiques est également soumis à toutes les catégories précédemment citées. S'y trouve incluse en outre, une distinction entre une tonalité critique et une tonalité de valorisation (qui concerne en général le locuteur, le parti ou la tendance représenté par l'euromanifeste).